

# INITIATIVE SUR LA GOUVERNANCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

PROMOUVOIR LA GESTION TRANSPARENTE, RESPONSABLE ET LÉGITIME,  
ET LA SURVEILLANCE DE LA POLITIQUE ET DES PRATIQUES DE SÉCURITÉ

*Rapport Annuel 2018*

*Traduction officielle*

## INTRODUCTION

L'Initiative pour la Gouvernance en matière de Sécurité (SGI) fut lancée en 2014 dans le cadre d'un partenariat entre les États-Unis et six pays: le Ghana, le Kenya, le Mali, le Niger, le Nigeria et la Tunisie. Ce partenariat portait sur l'amélioration de la gestion, la responsabilisation et la coordination des institutions du secteur de la sécurité et de la justice, à l'inverse du soutien en formation ou en équipement. La SGI a proposé un processus permettant de hiérarchiser les problèmes de sécurité et de gouvernance, de définir conjointement des objectifs et des attentes, et de partager les expériences et les meilleures pratiques afin de répondre efficacement aux défis de sécurité urgents, persistants et émergents.

Au cours de cette quatrième année de mise en œuvre, la SGI a obtenu des résultats visibles dans la plupart des six pays. Les pays de la SGI qui ont toujours eu des performances élevées ont commencé la mise en œuvre des changements concrets, tandis que plusieurs pays précédemment bloqués dans la conception de programmes ont réussi à formaliser de nouvelles procédures et stratégies, politiques. L'USAID et les Départements d'État, de la Défense, de la Justice et de la Sécurité Intérieure ont continué d'investir dans la mise en œuvre de SGI, et tous les six pays partenaires ont démontré un engagement significatif en faveur des objectifs de gouvernance du secteur de la sécurité et de la justice de SGI.

En 2019, l'équipe SGI achèvera une évaluation de l'approche et de la mise en œuvre du programme SGI. Les résultats et les leçons apprises seront partagées avec un large public.

Cette évaluation de SGI résume l'approche de SGI et la théorie du changement, et présente les leçons générales et les mises à jour par pays observés au cours de 2018.

## APPROCHE ET THÉORIE DU CHANGEMENT

***Théorie du changement:*** des institutions correctement gérées permettent aux gouvernements d'aligner efficacement leurs ressources sur les priorités politiques et les besoins opérationnels, maximisant ainsi la fourniture de services de justice et de sécurité à leurs citoyens.

***L'approche SGI*** repose sur la reconnaissance du fait que des solutions durables aux défis du secteur de la sécurité nécessitent la vision et l'engagement de plusieurs parties prenantes. Les États-Unis engagent un dialogue avec les pays partenaires afin de discuter de leur compréhension des menaces et des besoins opérationnels, ainsi que des réformes nécessaires pour planifier, utiliser et maintenir de manière plus efficace et responsable les capacités en matière de sécurité et de justice. À travers ces consultations, le partenaire et les États-Unis déterminent les domaines dans lesquels le soutien des États-Unis aura le plus grand impact.

Les principes fondamentaux de l'approche SGI sont les suivants:

- ❖ Une réforme durable est plus une entreprise politique que technique. Pour que SGI réussisse, il est nécessaire que les dirigeants des pays partenaires et les partenaires des diverses institutions des États-Unis fassent preuve d'un engagement manifeste. Chacun de ces acteurs joue un rôle important pour assurer une gestion, une coordination et une hiérarchisation appropriées des efforts; et en identifiant les opportunités pour assurer des réformes durables. SGI poursuit activement et renforce ses partenariats en engageant régulièrement un dialogue avec les décideurs de haut niveau.
- ❖ Une approche impliquant tout le gouvernement brise les obstacles institutionnels qui empêchent une gouvernance efficace du secteur de la sécurité. La coordination entre institutions permet aux pays d'utiliser les ressources de manière plus efficace et de promouvoir la responsabilité dans l'ensemble du secteur, alors que les institutions s'appuient les unes sur les autres pour les informations et le soutien. La SGI facilite la coordination inter-institutionnelle au sein de nos six pays du programme SGI ainsi qu'entre nos partenaires au sein du gouvernement Américain.
- ❖ La participation d'autres donateurs, ainsi que d'organisations de la société civile Américaines et Africaines, offre l'occasion de partager les meilleures pratiques, d'éviter la duplication des efforts et de fournir des analyses plus rigoureuses des problèmes de gouvernance du secteur de la sécurité. La SGI cherche à construire et à intégrer une communauté d'intérêts plus forte.

- ❖ Le progrès vers des institutions efficaces peut et doit être mesuré. Les dirigeants des États-Unis et des pays partenaires suivent de près les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs définis dans les plans d'action nationaux de SGI dans chaque pays. Cela responsabilise non seulement le leadership des États-Unis et de ses partenaires, mais facilite également les ajustements de la programmation ou du personnel en fonction des besoins.

## OUTILS

Plusieurs outils distinguent SGI des autres programmes et initiatives; ceux-ci incluent des plans d'action conjoints par pays, des comités de pilotage et des coordinateurs SGI. Du point de vue du contenu, l'intérêt exclusif de SGI pour le renforcement des institutions la distingue également des activités plus traditionnelles de formation et d'équipement. Prises ensemble, ces caractéristiques constituent la marque SGI.

### **La boîte à outils de SGI:**

- ❖ ***Plans d'Action Nationaux Conjoints (JCAP):*** Co-rédigés avec chacun des pays, ces documents définissent les paramètres du partenariat SGI. Le processus de rédaction du JCAP offre aux experts des États-Unis et des pays partenaires l'occasion d'analyser conjointement les défis, les opportunités et les objectifs pour chaque domaine d'intervention et de recommander des activités, des étapes requises et des jalons pour atteindre les objectifs souhaités. Les activités SIG sont conçues sur la base des objectifs présentés dans les JCAP. Ce processus de consultation rigoureux garantit que l'appui fourni par les États-Unis à un pays correspond aux intérêts et priorités du pays partenaire.
- ❖ ***Comités de Pilotage:*** co-présidés par de hauts responsables des États-Unis et des pays partenaires et composés de représentants de haut niveau de chacun des ministères et / ou agences impliquées dans la SGI. Les comités de pilotage de SGI se réunissent régulièrement pour examiner les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du JCAP et apporter les ajustements nécessaires au JCAP en fonction de l'évolution de l'environnement et des priorités. L'organisation du comité de pilotage a permis à ce programme novateur et relativement petit d'engager des discussions stratégiques avec les décideurs de haut niveau afin de comprendre leurs priorités et leur vision pour leur pays.
- ❖ ***Coordinateurs SGI:*** basés dans les ambassades américaines, les coordinateurs de pays apportent un soutien aux ambassades et à Washington en suivant, en coordonnant les programmes et en organisant des réunions avec les pays partenaires et les autres parties prenantes. Les coordinateurs suivent tous les efforts des pays partenaires, des diverses agences américaines et des autres donateurs internationaux en rapport avec les domaines et objectifs de SGI, et ce faisant, synchronisent les efforts, réduisent les redondances et garantissent la prise en compte de l'ensemble des défis à relever pour atteindre les objectifs de SGI.

## POINTS SAILLANTS 2018 ET PROCHAINES ÉTAPES

En 2018, SGI a facilité la rédaction de plusieurs stratégies nationales, la mise en place de nouvelles structures et de procédure inter-institutionnelles, ainsi que l'approbation au plus haut niveau de documents clés pour améliorer la gouvernance du secteur de la sécurité.

Parmi les points saillants de la SGI en 2018, notons:

- Au **Niger**, le Président a approuvé la création du Centre de Planification Stratégique des Forces, chargé de la planification stratégique de tous les services de sécurité.
- Au **Kenya**, le secteur de la justice s'est attaqué au problème de la surpopulation carcérale grâce à plusieurs agences dans le but de réduire la surpopulation et de prévenir la radicalisation des petits délinquants incarcérés. Le mécanisme “du plaider coupable” est apparu comme un outil efficace pour réduire le nombre de personnes en détention provisoire, et les semaines de service ont permis de réduire le nombre de cas en attente dans les affaires concernant les enfants.
- Au **Mali**, SGI a accompagné le gouvernement pour élaborer un catalogue de procédures logistiques au sein de l'armée malienne, institutionnalisant ainsi une méthodologie permettant d'estimer les coûts de carburant et de maintenance des moyens aériens et d'élaborer un plan de réorganisation de l'armée malienne. Dix responsables militaires et civils maliens ont également obtenu une maîtrise en études de sécurité nationale de la US Naval Postgraduate School et ont été désignés comme membres du personnel clé du nouveau Conseil de Sécurité Nationale.
- En **Tunisie**, la version finale du projet d'élaboration du manuel de Procédure Pénale (CPP) pour les juges et les procureurs - ainsi que le manuel du formateur associé - a été achevée. Des tables rondes sur la mise en œuvre du CPP ont été organisées avec la société civile, les avocats et les médias.
- Au **Ghana**, le gouvernement a signé un protocole d'accord établissant un processus de coopération entre les agences frontalières. Les centres de fusion du renseignement nouvellement créés ont également amélioré la coordination entre les institutions au sein du gouvernement et avec des partenaires régionaux et

internationaux. Le gouvernement a soumis les documents nécessaires pour que le Ghana adhère à la Convention de Budapest sur la cybercriminalité, dont l'entrée en vigueur était prévue pour le 1er avril 2019.

En 2019, l'engagement de la SGI se poursuivra à travers des programmes et des réunions de haut niveau du Comité de Pilotage. Les ambassades et le programme SGI à Washington procéderont également à un examen des accords spécifiques du JCAP afin de s'assurer qu'ils reflètent les priorités mises à jour. Les meilleures pratiques tirées de la mise en œuvre des SGI seront appliquées aux efforts de réforme du secteur de la sécurité des nouveaux partenaires. Les données d'inventaire SGI seront également collectées, analysées et présentées à la communauté SGI.

Des mises à jour plus détaillées sur le Niger suivent.

## **MISES A JOUR SUR LE NIGER:**

SGI Niger met l'accent sur la planification stratégique, l'alignement des ressources aux besoins de sécurité et l'amélioration de la communication avec la population. Le paysage politique du Niger est resté stable tout au long de 2018, mais le pays fait face à des menaces actives émanant de ses régions frontalières et ses Forces de Sécurité et de Défense continuent à se battre contre des groupes extrémistes violents. Néanmoins, le Niger est un pays partenaire SGI très engagé et continue de faire des progrès impressionnants dans la réalisation des objectifs du JCAP. Le JCAP SGI Niger a été signé en Octobre 2015.

***Planification stratégique:*** Les chefs des quatre corps composant les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) - dont l'Armée de terre et de l'Air, la Gendarmerie, la Police Nationale et la Garde Nationale - ont approuvé une liste hiérarchisée des lacunes en matière de capacités. C'est la première fois que les FDS articulent de manière structurée les lacunes existant au sein des corps. La hiérarchisation de ces lacunes facilitera la mobilisation des ressources dans les zones qui posent le plus de risques pour les opérations, telles que l'insuffisance de l'approvisionnement en nourriture et en eau des troupes déployées. En 2018, le président a approuvé la création d'un organe de coordination appelé Pôle de Planification Stratégique des Forces (PPSF), chargé de la planification stratégique de l'ensemble des FDS. Cet organe institutionnalisera le processus d'identification des lacunes en matière de capacités et des efforts connexes. Il devrait être opérationnel en 2019.

***Harmoniser plus efficacement les ressources humaines et matérielles existantes pour répondre aux besoins de sécurité à court et à long terme:*** En 2018, SGI a aidé les Nigériens à élaborer de nouvelles normes pour la gestion des véhicules et a poursuivi l'élaboration d'un manuel visant à améliorer la planification de la logistique pendant les opérations. Ils ont également mis au point un modèle permettant de prévoir les coûts de carburant et de maintenance de tous les aéronefs, notamment les deux C-130 que le Niger va acquérir dès 2019. Ce modèle permettra aux Forces Armées Nigériennes de budgétiser plus efficacement les coûts opérationnels des aéronefs, à long terme. En ce qui concerne les ressources humaines, la capacité du personnel a été améliorée grâce à l'élaboration d'un code de spécialité professionnelle aux niveaux de l'unité et individuel des quatre services. Ils ont également obtenu l'approbation des hauts responsables pour la mise en œuvre des recommandations visant à améliorer l'objectivité des évaluations de

performance et des conseils de promotion. Un autre effort a consisté à mener une enquête nationale sur les agents de police afin de fournir une analyse des tâches à accomplir par la Police Nationale.

***Améliorer les communications externes:*** En 2018, une analyse du secteur des communications a été achevée et les résultats ont été utilisés pour commencer à élaborer des organigrammes pour les départements de la communication des ministères de la Défense, de l'Intérieur et de la Justice, ainsi que pour l'ensemble des FDS. En septembre 2018, le Premier ministre a signé un arrêté visant à créer un comité interministériel chargé de coordonner les communications en matière de sécurité. Sa tâche primordiale sera l'élaboration de stratégies de communication dans les domaines de la sécurité nationale et de la défense. Ses autres responsabilités comprennent des publications, des enquêtes et des ateliers axés sur la promotion du dialogue entre le gouvernement et la population sur les questions de sécurité et sur le renforcement de la capacité des médias à traiter des questions de sécurité.